

Apres vente auto.com

Pièces de carrosserie "libérées": l'offensive contre le monopole

Jeudi, 29 Septembre 2011 13:00

Depuis plusieurs jours, le solide monopole des constructeurs en matière de pièces de carrosserie est ébranlé comme jamais: il pourrait possiblement être aboli dans le cadre de la loi sur la défense des consommateurs actuellement débattue à l'Assemblée nationale...



Les acteurs favorables à l'abolition du monopole des pièces de carrosserie en France ont réussi l'impensable: encourager les députés français à proposer l'ouverture du marché des pièces de carrosserie à une concurrence pleine et entière.

Ils sont 6 à avoir conjointement mijoté ce joli coup. Côté consommateurs, l'association «40 millions d'Automobiliste» est venue étayer [les revendications déjà anciennes en la matière de l'UFC-Que Choisir](#). Côté professionnels, le dossier est logiquement porté par la Feda, la FNAA, la FFC-Réparateurs et l'Anea (experts), qui plaident conjointement, depuis plus ou moins longtemps, pour la fin du monopole.

Tous là, sauf le CNPA

A noter: la très visible absence du CNPA. De toute évidence, l'organisation professionnelle a préféré botter en touche plutôt que d'être seule à afficher ouvertement ses positions conservatrices. Son silence a au moins le mérite d'éviter d'aggraver un douloureux grand écart entre les intérêts éminemment contradictoires de sa puissante Branche Concessionnaires (logiquement favorable avec les constructeurs au maintien du monopole) et de sa Branche des Métiers, fédérant des indépendants qui, eux, rêvent à l'ouverture de ce marché...

Un site «militant»

Mais cette défection n'a pas entamé la foi militante de la bande des 6 «abolitionnistes». Pour se faire entendre haut et fort en cette période cruciale, ils s'appuient sur un seul et même site offensif: «[libere-mon-auto.org](#)». Il y ont regroupé les principaux faits et chiffres qui militent pour l'ouverture du marché. Mais ce n'est pas tout: ce site «militant» est construit pour

permettre à toute personne, en quelques clics, d'envoyer un courrier mobilisateur à son député afin qu'il reste mobilisé pour appuyer cette demande....

Vers une révolution?

Parallèlement, des communiqués de presse sont diffusés tous azimuts pour alerter la presse des facteurs économiques, industriels et sociaux plaidant pour la fin du monopole. Les abolitionnistes ont visiblement voulu déployer un contre-feu médiatique à la campagne déployée par leurs adversaires au début de l'été dernier. Ces derniers exploitaient alors avec brio et efficacité les résultats d'une étude de l'INHESJ pour amener la presse généraliste à stigmatiser massivement les dangers d'une contrefaçon automobile pourtant inexistante en France et en Europe ([voir nos articles sur le sujet](#)). Une contrefaçon généralement présentée par les constructeurs comme l'inévitable -et inacceptable- progéniture d'une inconséquente ouverture du marché...

Tous ces efforts pour mettre à terre le monopole des constructeurs seront-ils suffisants pour qu'une majorité de députés vote la révolution? Sur le papier, cela semble possible: en atteignant l'hémicycle, jamais cette éventualité n'a semblé aussi proche. D'autant que la France est le dernier bastion de ce privilège des constructeurs: partout ailleurs en Europe, on peut acheter une pièce de carrosserie librement concurrencée.

Mais à en juger par les derniers développements des débats à l'Assemblée Nationale (voir [«Attention, rien n'est encore fait...»](#)), rien n'indique vraiment que les députés vont réussir à résister aux spectres de chômage, d'insécurité et de désolation que les constructeurs agitent plus que jamais pour repousser cette possible échéance...